

CINÉMA

Stéphanie Louis, *La Cinémathèque-Musée. Une innovation cinéphile au cœur de la patrimonialisation du cinéma en France (1944-1968)*, Paris, AFRHC, 2020, 438 pages.

La Cinémathèque-Musée : ce titre au singulier pourrait être trompeur, tant la force du rayonnement d'une cinémathèque en particulier, la Cinémathèque française, a tendance à faire oublier au plus grand nombre qu'il en existe en réalité une multitude. Nouvel ouvrage hagiographique consacré à la vie et l'œuvre d'Henri Langlois ? Énième célébration du génie de son projet muséal ? Rien de tout cela ici. En historienne, Stéphanie Louis s'inscrit au contraire dans une opération de « démythologisation » qui permet de resituer enfin minutieusement cette institution et le modèle incontestable qu'elle a constitué progressivement dans l'après-guerre au sein d'une pluralité d'initiatives, oubliées ou méconnues, qui participèrent à la patrimonialisation du cinéma sur tout le territoire français de 1944 à 1968.

Bien qu'organisé chronologiquement en trois grandes parties (« 1944-1954 : la formation d'un dispositif muséal moderne » ; « 1954-1964 : l'affirmation du paradigme muséal et

l'amorce du passage au pluriel » ; « 1965-1968 : la reconfiguration du champ patrimonial cinématographique »), l'ouvrage ne progresse pas de façon linéaire. S'attachant à des motifs récurrents, comme les débats autour des commémorations de l'anniversaire de l'invention du cinématographe et de la naissance du cinéma (le Cinquantenaire, le Soixantenaire...), la formation des différentes collections ou l'organisation d'expositions (parmi lesquelles celles qui sont consacrées au cinéma d'animation ont une place de premier choix), l'auteure nous offre un savant montage qui lui permet d'entrecroiser histoire de la cinéphilie et histoire institutionnelle dans une approche culturelle du patrimoine, les institutions répondant tour à tour à un même besoin social – qui s'affirme cependant progressivement de manière différenciée – celui de revoir des films anciens.

Grâce à des allers-retours géographiques réguliers entre Paris, Lyon, Toulouse, Cannes ou encore Annecy, Stéphanie Louis dresse un territoire pluriel de la patrimonialisation du cinéma. Même si la Cinémathèque française apparaît bien, parfois en filigrane, tout au long de l'ouvrage, l'auteure démontre combien de nombreuses initiatives en régions s'en inspirèrent, en furent des émanations

(dans un premier temps la Cinémathèque de Toulouse a été la section toulousaine des « Amis de la Cinémathèque française »), mais aussi s'en écartèrent et s'y opposèrent. Le modèle muséal promu par Langlois alla jusqu'à être remis en question au niveau national, où il tentait de s'imposer, de sorte que la puissance publique finit par créer, dans les suites de l'affaire Langlois à la fin des années 1960, le service des Archives du film du Centre national de la cinématographie afin de mettre en œuvre une gestion rationalisée du patrimoine.

Pour effectuer sa recherche, l'auteure a dépouillé de très nombreux fonds d'archives partout en France. Elle partage généreusement ces sources de première main par le biais d'abondantes citations et permet ainsi d'identifier et d'entendre la voix des acteurs de cette histoire (Raymond Borde, Bernard Chardère, Raymond Maillet, Pierre Barbin, pour n'en citer que quelques-uns). Une large place est également accordée à l'illustration puisque Stéphanie Louis a travaillé à partir de multiples sources visuelles (photographies, maquettes d'exposition, affiches, catalogues, programmes...) Certaines de ces sources inédites – une soixantaine – sont reproduites en noir et blanc tout au long du livre, tandis qu'une trentaine d'entre elles sont

regroupées dans un cahier couleur. En convoquant, comme dans une exposition, cette grande variété de documents, l'auteure réussit le tour de force de « faire voir » la patrimonialisation du cinéma. Et si la question de la place des images en mouvement et de la convocation des sources audiovisuelles ne manque pas de se poser, le lecteur intéressé pourra trouver des prolongements et compléments utiles dans le carnet de recherche en ligne de l'auteure (<https://appia.hypotheses.org/>).

L'ouvrage nous permet de suivre pas à pas, au plus près de la mise en place de leurs programmes et de leurs activités expographiques, les différents cinéphiles qui créèrent la Cinémathèque de Toulouse, l'Institut Lumière, le musée-château d'Annecy, ainsi que les échanges et les débats historiographiques de l'époque. Un vaste et complexe réseau d'interactions entre animateurs de ciné-clubs, conservateurs, historiens, critiques, professionnels du cinéma et public, est ainsi mis au jour, configurant ce que l'auteure appelle, dans la lignée des travaux d'Howard S. Becker, les « mondes du patrimoine cinématographique ».

Stéphanie Louis nous propose donc un livre d'une grande rigueur, minutieux en même temps qu'ambitieux, qui figure désormais, à côté de ceux de Christophe Gauthier sur la

première moitié du XX^e siècle, comme un incontournable des travaux consacrés à la patrimonialisation du cinéma en France. Il nous reste à souhaiter désormais que cette histoire puisse se poursuivre sur les années suivantes et s'ouvre désormais à l'international.

Marie Frappat

COMMUNICATION POLITIQUE

Claire Sécaïl, *Les meetings électoraux. Scènes et coulisses de la campagne présidentielle de 2017*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Asq, 2020, 403 pages.

L'auteure de cet ouvrage est membre du comité de rédaction.

Dans le prolongement d'une recherche entamée en 2012, Claire Sécaïl publie aujourd'hui un imposant travail sur un objet encore peu exploré en France : les meetings électoraux. Comme tous ces terrains à la croisée de plusieurs disciplines (histoire, histoire des médias, sciences politiques, communication politique, sociologie), le meeting électoral méritait d'être abordé de manière transversale. C'est chose faite dans cet ouvrage consacré à la campagne pré-

sidentielle de 2017, mais qui va bien au-delà dans l'analyse. On ne peut qu'être frappé par l'ampleur et la précision de ce travail ethnographique. En s'immergeant, grâce à des accréditations « presse », dans 26 meetings entre la fin janvier et le 1^{er} mai 2017, Claire Sécaïl parvient à restituer la complexité de son objet de recherche. Au fil des pages, le meeting électoral se donne à voir dans toutes ses dimensions : un outil stratégique pour les candidats en campagne, un laboratoire pour tester des innovations technologiques et numériques (*live streaming*, hologramme, *agora live*), un dispositif technique façonné par des prestataires marchands, un moyen de propagande réglementé et financièrement encadré, un lieu d'expression des sociabilités politiques, un espace de réaffirmation des cultures partisans, un lieu où se (re)jouent les imaginaires collectifs, et bien sûr un objet médiatique mobilisant moult journalistes. L'ouvrage donne ainsi corps à un outil de communication politique qui certes, mobilise sur le moment relativement peu d'électeurs (militants et curieux présents sur place, ou téléspectateurs des chaînes d'info continue), mais reste le premier poste financier de campagne des candidats. À l'ère des réseaux sociaux et du tout numérique, le meeting demeure bien